

Retranscription de l'interview avec M : Treib :

En général, des décisions politiques ne peuvent être que judicieuses quand ceux qui prennent les décisions savent sur quoi ils décident et les conséquences de leurs décisions.

Lors de référendums, c'est un problème particulier, parce que ce sont des gens qui n'ont pas d'expertise qui doivent prendre les décisions. Ce sont les simples citoyens qui n'apportent pas de compétences particulières qui doivent décider, c'est le problème des référendums.

Généralement les médias et les partis politiques jouent un rôle très important dans la transmission d'informations politiques. Cela vaut aussi pour les décisions parlementaires, mais pour les référendums c'est tout particulièrement important parce qu'on a affaire à des non-initiés, ça veut dire qu'on a besoin d'un débat public, organisée par les partis et diffusée par les médias, qui clarifie les enjeux, les points importants et les conséquences probables.

Cela sonne dur à organiser, mais il existe un bon exemple où ça marche relativement bien depuis longtemps : la suisse, le pays modèle de la démocratie directe. Là-bas, tous les ans, il y a beaucoup de référendums et la plupart fonctionnent bien parce que les partis et les médias réduisent la complexité et font que les décisions peuvent être prises judicieusement.

Lors du référendum sur le Brexit, en 2016, c'était encore un problème spécifique parce que c'était une décision très compliquée. C'est déjà fondamentalement difficile d'évaluer les conséquences de l'appartenance à l'UE en tant que simple citoyen, parce que l'UE n'est pas directement accessible.

Ce que l'UE règle est généralement transcrit dans les lois nationales, et souvent on ne sait même plus ce qui est réglementation européenne et ce qui est réglementation nationale. C'est un problème qui rend la chose difficile.

L'autre problème est que la question de savoir si l'on reste dans l'UE ou si on la quitte a des conséquences économiques très complexes que l'on ne peut pas vraiment estimer en tant que simple citoyen.

Pour le référendum sur le Brexit, il y avait essentiellement deux groupes qui ont animé la campagne : les uns pour le maintien dans l'UE, les autres pour la sortie de l'UE. La plus importante des deux a été celle pour la sortie.

Ils ont mis deux éléments au centre de sa campagne : d'abord le coût de l'appartenance à l'UE pour la Grande-Bretagne puis l'immigration, notamment de citoyens de pays de l'est de l'UE vers la Grande-Bretagne.

Quand on regarde des sondages qui ont été faits après le Brexit auprès des électeurs, on constate que c'était les deux thèmes qui étaient les plus importants pour les citoyens britanniques ce qui a eu un impact.

De ces deux thèmes qui ont été mis en avant, il y a eu, notamment sur les conséquences économiques de l'appartenance à l'UE, beaucoup de fausses informations. Certains ont prétendu que la Grande-Bretagne envoyait 315 millions de livres par semaines à Bruxelles, ce qui serait une grosse somme.

Mais on a constaté que cette somme était largement exagérée, que beaucoup de choses ont été ignorées, notamment que la Grande-Bretagne reçoit aussi de l'argent de la part de Bruxelles via différents programmes. Cela veut dire que les coûts réels pour la Grande-Bretagne sont bien en dessous de ces 315 millions de livres. Là, on doit dire que c'était d'importantes fausses informations.

Une partie des partisans de la sortie ont laissé paraître les conséquences futures de l'immigration venant de l'UE de façon très négative.

Il a été prétendu que la Turquie finirait par intégrer l'UE et que cela aurait pour conséquence une immense vague d'immigration.

C'était honnêtement plus une campagne basée sur la peur, parce que les chances que la Turquie entre dans l'UE dans un futur proche sont très faibles.

Mais je ne crois pas que ces fausses informations aient eu un impact décisif sur le résultat du référendum, car il existe énormément d'autres raisons, basées des faits réels, qui ont pu faire que beaucoup de citoyens britanniques étaient en colère face à l'UE.

Par exemple le sujet de l'immigration, où l'on ne peut pas dire que c'est complètement infondé, il y a effectivement eu une grosse immigration de pays d'Europe centrale et de l'est vers la Grande-Bretagne.

Si les conséquences sont positives ou négatives, c'est à débattre, il y a sûrement certains avantages mais on ne peut pas non plus dire que les gens qui se font du souci pour leur emploi n'auraient pas de raison d'être inquiet, quand chaque année il y a 100-200.000 personnes venant d'autres pays de l'UE qui s'installent en Grande-Bretagne.

Depuis le référendum, il y a beaucoup de données sur l'évolution de l'opinion des citoyens britanniques à propos de la sortie de l'UE. Quand on analyse ces données, on voit que ce sont des opinions relativement stables, les deux camps pour et contre la sortie de l'UE sont à peu près à égalité.

Le résultat référendum était lui-même très serré, et si on refaisait un référendum aujourd'hui on ne pourrait pas savoir à l'avance si le résultat serait le même ou s'il y aurait une avance du camp qui souhaite rester dans l'UE.

Dans l'ensemble c'est relativement stable, le pays est juste vraiment divisé entre deux camps de forces égales, entre rester dans ou quitter l'UE.

A cet instant, on peut difficilement estimer si un deuxième référendum sur le maintien dans l'UE ou la forme de sortie de l'UE pourrait avoir lieu. Il existe des voix dans l'opposition qui disent que l'on doit faire un nouveau vote, mais ce n'est pas clair si cela va vraiment avoir lieu.

Personnellement, je serais pour un nouveau référendum pour des raisons de démocratie, qui a un lien avec le niveau d'information des citoyens. Aujourd'hui on connaîtrait beaucoup mieux les conséquences d'une sortie ou d'un maintien dans l'UE.

C'est pour cela qu'il serait pertinent d'organiser un nouveau référendum, au moins sur la façon dont le Brexit doit se faire. Veut-on une rupture "dure" avec l'UE ou veut-on continuer à négocier fortement avec l'UE ?

Globalement, on peut dire que les citoyens ont peu de connaissances sur l'UE.

Mais nous savons aussi depuis des recherches en sciences politiques que cela fait une différence si les personnes s'informent sur l'UE, par exemple dans le cadre des élections européennes ou de référendums, ou s'ils ne s'informent pas. Cela a un impact sur leur vote.

Les citoyens qui s'intéressent à l'UE et au choix qu'ils ont devant les yeux décident au final plus en fonction de leur opinion de l'UE, donc s'ils sont plus pour ou contre l'intégration européenne. Les

personnes qui s'y intéressent moins et qui n'ont pas beaucoup de connaissances à ce sujet ont plus tendance à s'orienter par rapport à des critères nationaux pour leur vote.

Certains utilisent par exemple les élections pour faire passer un message à leur gouvernement national, qu'ils n'apprécient peut-être pas. Cela veut dire que de meilleures connaissances sur l'UE ont un rôle important pour déterminer les critères d'après lesquels les citoyens décident de leur vote.

Ceux qui ont plus d'informations décident plus par rapport aux faits, par rapport au contenu des débats, vraiment pour ou contre l'UE et non pas pour ou contre d'autres choses qui seraient importantes dans un contexte national.

Les processus de décisions au niveau européen sont relativement compliqués, beaucoup d'acteurs différents y jouent un rôle, la plupart des citoyens ne connaissent pas le rôle de ces acteurs, ne savent pas exactement ce que fait la commission européenne, ce que fait le Parlement européen, quel rôle les gouvernements nationaux jouent au conseil ; donc tout le processus de décision est tellement compliqué que beaucoup de gens ne peuvent pas le comprendre.